

Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : H99842U
N° contrat : 7352000/002 149082
Code courtier : 267
N° SIREN : 659801948

BETOM INGENIERIE
Immeuble Crystalys
Avenue Morane Saulnier et
3 rue Paul Dautier
78140 Vélizy-Villacoublay

Pour tout renseignement contacter
Votre intermédiaire
DIOT SA
1 RUE DES ITALIENS
75307 PARIS CEDEX 09
Tél : 01.44.79.62.00
Fax : 01.44.79.63.35

ATTESTATION D'ASSURANCE

Contrat d'assurance GLOBAL INGENIERIE

Période de validité : du 01/01/2025 au 31/12/2025

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est assuré par l'intermédiaire d'un contrat d'assurance professionnelle GLOBAL INGENIERIE, numéro H99842U7352000/002 149082/ détenu par JMR HOLDING

Les montants de garanties mentionnés ci-dessous constituent l'engagement maximal de SMA SA, quel que soit le nombre de personnes ayant la qualité d'assurés susceptibles de bénéficier desdits montant.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

1-1 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire, de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance et des garanties de responsabilité civile

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

- Maitrise d'œuvre de conception réalisation y compris maitrise d'œuvre de désamiantage accessoire
- Bureau études techniques spécialisées tous corps d'état dont :
Génie climatique, électricité, ascenseur, monte- charge, sanitaire, fluide, contrôle et fonctionnement des équipements, structure, VRD, photovoltaïque
- Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier (OPC)
- Conseil en Urbanisme et en Environnement
- Maitrise d'œuvre et coordination de SSI
- Economie de la construction
- BIM Manager
- Missions d'études géotechniques G1 à G4

■ **Y compris les missions relevant des qualifications OPQIBI détenues :**

0301	Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution courant
0302	Ordonnancement-Planification-Coordination (OPC) d'exécution complexe
0321	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégorie A
0322	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI) de catégories B, C, D et E
0331	Direction de l'Exécution des Travaux
1103	Études de voiries courantes
1202	Étude de structures béton courantes
1203	Étude de structures béton complexes
1206	Étude de structures bois courantes
1218	Ingénierie en génie civil et gros oeuvre courants
1219	Ingénierie en génie civil et gros oeuvre complexes
1301	Étude de réseaux courants de distribution d'eau
1303	Études de réseaux courants d'assainissement
1308	Étude de réseaux de gaz combustibles
1312	Étude d'installations courantes de chauffage et de VMC
1313	Étude d'installations complexes de chauffage et de ventilation
1314	Étude d'installations frigorifiques et de climatisation courantes
1315	Étude d'installations frigorifiques et de climatisation complexes
1317	Étude d'installation de fluides médicaux
1322	Ingénierie en génie climatique courant
1323	Ingénierie en génie climatique complexe
1405	Étude d'installations électriques courantes
1406	Étude d'installations électriques complexes
1411	Étude de systèmes courants de Gestion Technique
1412	Étude de systèmes complexes de Gestion Technique
1413	Étude de systèmes courants de sécurité incendie
1414	Étude de systèmes complexes de sécurité incendie
1416	Étude de systèmes et réseaux courants d'informatique et de communication
1419	Ingénierie en électricité courante
1421	Ingénierie en courants faibles courants
1422	Ingénierie en courants faibles complexes
1811	Ingénierie de voirie et réseaux divers courants
2003	Ingénierie des centrales de production d'énergie frigorifique utilisant les énergies conventionnelles

1-2 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité civile hors garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire et de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance

- Assistance à Maitrise d'Ouvrage (AMO) / Maitrise d'Ouvrage Délégué (MOD)
- Diagnostic PEMD (Produits, Equipements, Matériaux et Déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments)
- Diagnostic Bâtiment HQE

2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1-1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DOM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage sans pouvoir excéder, en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

2.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 1 000 000 € par sinistre et par an.

3- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera appliqué la règle proportionnelle prévue à l'article L121-5 du code des assurances ;
- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 1-1 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	1 500 000 € par sinistre et par an

4- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Tous dommages confondus :	7 500 000 € par sinistre
- dont dommages matériels et immatériels	1 500 000€ par sinistre
- dont dommages immatériels non consécutifs	1 000 000€ par sinistre
- dont dommages aux biens des préposés	50 000€ par sinistre

5 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées aux paragraphes 1-1 et 1-2 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Tous dommages confondus	7 500 000 € par sinistre et par an
- dont dommages matériels et immatériels France	2 000 000 € par sinistre et 3 000 000 € par an
- dont dommages immatériels non consécutifs	2 000 000€ par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés	200 000€ par sinistre et par an
- dont dommages matériels et immatériels pour les pays limitrophes de la France	1 000 000€ par sinistre et par an
- dont dommages immatériels non consécutifs pour les pays limitrophes de la France	500 000€ par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés pour les pays limitrophes de la France	100 000€ par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement y compris ceux dus ou liés à l'amiante	1 000 000€ par an
Responsabilité environnementale <i>(pour les dommages survenus pendant la période de validité de la présente attestation et constatés pendant cette même période)</i>	300 000€ par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris

Le 04/03/2025

Le Président du Directoire